

ÉDITORIAL

Quel jeu de la France ? France-Turquie, retrouver les fils d'une alliance multiséculaire

Charles Saint-Prot
Directeur de l'OEG

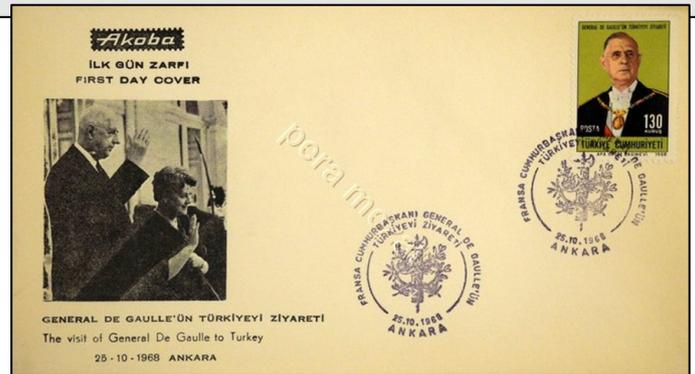
Quel jeu de la France ?

Quel peut être le jeu de la France dans le monde actuel ? Sans doute pas de continuer à se fondre dans une union européenne sans âme et sans consistance, simple cache-sexe de l'hégémonie allemande. Sans doute pas en adhérant bêtement à une sorte de pensée unique occidentale qui consiste à donner des leçons au monde entier sans prendre en considération les problèmes considérables de son propre peuple. Une politique étrangère d'envergure nécessite du courage (notamment face aux groupes de pression), de la volonté et de l'imagination. C'est ce qui a prévalu quand la France était gouvernée, c'est-à-dire sous la Monarchie et sous Charles de Gaulle. C'est hélas ce qui semble le plus manquer à une classe politique veule et incapable.

Dans un article publié par *L'Opinion* du 10 septembre, Jean-Dominique Merchet déplore la politique de deux poids deux mesures d'Emmanuel Macron à l'égard de la Turquie. Il constate que Macron « ne perd pas une occasion de jeter de l'huile sur le feu » et affirme qu'il est « urgent et indispensable de faire retomber la pression ». De fait on s'explique mal la hargne du dirigeant français à l'égard d'Ankara, à moins que celui-ci, cédant une fois de plus à un européisme malade, ait abandonné tout sens de l'intérêt national.

Si M. Macron était mieux conseillé, surtout s'il connaissait mieux l'Histoire de France que le théâtre, il saurait que les relations entre la France et les Turcs sont fort anciennes puisqu'elles remontent au Roi Charles VI et au sultan Mehmet II au XV^e siècle et tout le monde connaît l'alliance conclue entre le Roi François 1^{er} et Soliman le Magnifique au XVI^e siècle. Les relations diplomatiques entre nos deux pays sont parmi les plus anciennes, après le Royaume du Maroc ou les États pontificaux. Lors de sa visite officielle en Turquie, en octobre 1968, le général de Gaulle rappelait que la pérennité de cette amitié repose sur « la volonté d'indépendance et de souveraineté partagée par la Turquie et la France. » Peut-être est-ce cette volonté d'indépendance qui fait aujourd'hui le plus défaut à Paris...

La France et la Turquie sont les deux principales nations riveraines de la Méditerranée disait le président Nicolas Sarkozy au président Abdullah Gül et au Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, lors de sa visite en février 2011. Cela crée des obligations, et la première d'entre elles consiste à ne pas se livrer à des gesticulations antiturques intempestives, lesquelles sont jugées comme ridicules par les puissances (notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne). Il faut redire ici que l'Union européenne sans âme et sans consistance, simple cache-sexe de l'hégémonie allemande, n'a pas de diplomatie et c'est heureux.



Il appartient aux grandes nations d'avoir leur propre diplomatie. La question ne consiste pas à savoir si l'on aime tel ou tel homme, tel ou tel régime, car cela est l'affaire des seuls peuples concernés, mais plus exactement de savoir où est l'intérêt supérieur de la nation. Il convient de ne jamais se laisser conduire par les sentiments et l'idéologie. Il convient également de comprendre les lignes rouges que constituent certains dossiers pour les grands pays, ainsi la Turquie considère légitimement que le PKK - et son rameau syrien - constitue une menace pour sa sécurité en raison de son projet séparatiste, de son idéologie marxiste et de ses attentats terroristes.

À tous égards, la Turquie est un voisin et une force de stabilité en Méditerranée orientale. L'ancienneté de l'amitié France-Turquie devrait inspirer une diplomatie française plus réaliste et moins alignée sur des lobbies dont l'action ne correspond pas à nos intérêts fondamentaux. Les relations franco-turques sont enracinées dans le passé et elles doivent rebondir dans l'intérêt des deux pays.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

Directeur général : Dr Charles Saint-Prot
Présidente déléguée : Dr Zeina el Tibi
Direction des programmes : Professeur Christophe Boutin
Président du Conseil scientifique : Professeur Jean-Yves de Cara
Direction des études : Professeurs Thierry Rambaud et Frédéric Rouillois
Secrétaire général : Ronan Wanlin
Communication : Layla Muller

Siège de l'OEG : 42 avenue Montaigne, 75008 Paris (France).
Secrétariat : du lundi au vendredi de 09h00 à 18h30.
Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29
Courriel : etudesgeo@yahoo.com
Site : etudes-geopolitiques.com
Twitter : @Obsetudesgeo / Facebook : Observatoire d'Études Géopolitiques
Directrice de la publication : Dr Zeina el Tibi
ISSN : 2106-5187

La France doit aider le Liban

Dr Zeina el Tibi

Présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris



On peut ne pas apprécier le libéralo-mondialisme et l'européisme effréné du président Macron mais c'est lui faire un bien mauvais procès de lui reprocher la visite faite un peu moins de 48 heures après la catastrophe de Beyrouth du 4 août 2020, puis son retour le 1^{er} septembre. C'est, en effet, inacceptable d'entendre des politiciens parler de « néocolonialisme » (dans un pays où l'Iran et le régime syrien règnent en maîtres) ou d'autres tenter de réduire cette action française à une « opération de communication ».

À Beyrouth, le président français a promis l'aide de la France au Liban ainsi que l'organisation d'une conférence internationale de soutien et d'appui pour coordonner l'aide internationale. Mais, en même temps, il a dit aux foules qui l'acclamaient qu'il comprenait leur « saine colère » et il a clairement indiqué qu'une révolution est en marche et qu'il n'aura « aucune complaisance » à l'égard d'une classe politique prédatrice qui, à commencer par le *Hezbollah*, et son patron iranien n'a aucun intérêt à l'établissement d'un État de droit luttant efficacement contre la corruption, la gabegie et le confessionnalisme. Si des réformes considérables ne sont pas faites, le Liban continuera de s'enfoncer dans une crise irrémédiable, et ces réformes passe par la démission du président Aoun (maronite de 85 ans), du premier ministre (méprisé par la communauté sunnite) et du président chiite du parlement, 82 ans. Il faut modifier le système féodal de fond en comble, mettre fin aux divisions, de lutter contre la corruption est une exigence. Elles passent surtout par la réduction du rôle néfaste de l'Iran et du *Hezbollah*. Cela implique une véritable révolution. Il y a déjà près de 40 ans, le propriétaire du quotidien *Al Yom Wafic el Tibi* écrivait « *La véritable révolution libanaise reste à faire, nous avons besoin d'un nouveau système sinon nous mourrons* ». Depuis, hélas, rien n'a changé ; il est donc souhaitable que les courageux manifestants libanais poursuivent leur action quoiqu'il en coûte, sinon c'est le système prédateur qui gagnera de nouveau.

Il faut être clair, il n'y a pas de gouvernement libanais mais une mafia irresponsable dont il convient de se débarrasser. Le président français a annoncé qu'il reviendra en septembre. Acceptons-en l'augure et espérons qu'il ne s'agit pas d'une de ces promesses vides de sens auxquelles il est parfois enclin. Il faut en effet un profond changement pour sortir le pays de l'impasse mortelle dans laquelle il est enfermé. Du coup, on se demande comment M. Macron va résoudre la quadrature du cercle et sauver le Liban tout en continuant à mener une politique de coopération avec les prédateurs régionaux que sont l'Iran et Israël, les deux plus grands ennemis d'un Liban indépendant et maître chez lui. Par ailleurs, on peut se demander comment l'aide envoyée aux Libanais n'ira pas « dans les mains de la corruption » alors que tout le pays est rongé par ce fléau.

Voici une question qui devra être examinée sérieusement par les donateurs internationaux réunis par la France. Quant aux sanctions frappant le *Hezbollah*, qui s'inscrivent dans la lutte des États-Unis contre le régime iranien, il est vrai qu'elles affectent surtout les opposants de la milice iranienne laquelle continue tranquillement à recevoir de l'argent et des armes de l'Iran via la Syrie d'Assad, mais cela ne rend que plus évidente la nécessité de se débarrasser du *Hezbollah*.

Enfin, il est essentiel de faire toute la lumière, sans épargner personne, sur les causes de l'explosion. Sur ce point on ne peut que regretter que le président Aoun ait rejeté, le 7 août, le principe d'une enquête internationale qui seule serait crédible aux yeux des Libanais en évitant de s'en prendre aux seuls lampistes. La terrible catastrophe de Beyrouth connaîtra-t-elle le même sort que l'ignoble assassinat de Rafic Hariri, commis il y a quinze ans et pas encore jugé puisque, comme, par hasard, le jugement des miliciens du *Hezbollah* mis en accusation pour ce crime, prévu le 7 août a encore été reporté par le Tribunal spécial pour le Liban (siégeant aux Pays-Bas) après la catastrophe du 4 ?

À la veille du retour d'Emmanuel Macron à Beyrouth, le 1^{er} septembre 2020 où il a demandé au Liban de mettre en place un « gouvernement de mission » car il est impossible pour le pays d'obtenir de l'argent « sans la mise en œuvre d'un grand plan de réformes » ; le chef du *Hezbollah* Hassan Nasrallah s'est dit ouvert « à toute discussion constructive » sur le sujet du nouveau pacte politique proposé par Macron mais « à la condition qu'il s'agisse d'un dialogue libanais » (ce qui est le comble pour une organisation qui est l'émanation du régime iranien !). Surtout le chef de la formation pro-iranienne n'a pas précisé quels changements son mouvement était prêt à accepter et il a mis garde les militants des réformes en affirmant que « les revendications des manifestants n'expriment pas la volonté du peuple libanais », ce qui indique que le *Hezbollah* préfère ramener le Liban « à la guerre civile plutôt qu'accepter une réforme ».

Il est évident que le problème libanais est double : le jeu du *Hezbollah* et de son patron iranien, d'un part, la faillite d'une classe politique corrompue qui a prospéré à l'ombre du confessionnalisme, d'autre part. On voit que le chantier du renouveau libanais est immense mais qui d'autre que France pourrait s'y atteler ?

La France a besoin du Maroc

Doyen Jean-François Poli

Les relations entre la France et le Maroc sont anciennes et marquées par une continuité, tant les deux pays ont en commun, par l'histoire, mais également par la proximité géographique de cette partie de Méditerranée qui les baigne tous deux. En témoigne notamment le soutien constant de la France dans l'affaire du Sahara marocain. Aujourd'hui, en ces périodes troublées et alors que le Royaume a réuni les diverses factions libyennes pour trouver une solution à la crise qui ravage ce pays, plus que jamais la France a un besoin impérieux du Maroc, de ce qu'il est, de ce qu'il fait sous l'égide de son Roi, Sa Majesté Mohammed VI.

Un facteur de stabilité

La situation géographique du Royaume le place à la confluence entre l'Europe et l'Afrique lui permettant de jouer un rôle de médiation essentiel à l'harmonie des relations internationales. Sa proximité d'avec la zone sahélo-saharienne, marquée par une grande instabilité en raison de l'implantation de djihadistes qui se livrent à des attaques de type guérilla, lui permet, par la stabilité qu'il offre en contrepoint, d'être un verrou de protection, mais également un acteur d'apaisement, par le statut de Commandeur des Croyants de son Roi, qui réunit ainsi harmonieusement le pouvoir spirituel et le temporel. Il est donc du plus grand intérêt de la France d'œuvrer avec le Royaume pour contribuer à assurer la plus grande harmonie possible dans la zone, ce qui implique une relation de confiance et soutenue.

Aux portes de l'Europe, une action ferme en vue de supprimer, autant que faire se peut, les dangers liés à l'extrémisme de certains mouvements qui se parent d'objectifs religieux, impose un partenariat fort avec le seul pays qui représente un îlot de stabilité dans cette zone. Et cela d'autant plus que la Libye, presque voisine, est toujours dans une situation plutôt chaotique qui impose une solution rapide, pour la sécurité de tous, et notamment de notre pays.

Le Maroc patronne la réconciliation inter-libyenne

Le Maroc a joué et joue toujours un rôle essentiel, ce qui confirme, si besoin était, qu'il est un acteur incontournable d'un point de vue géopolitique, en organisant la réunion de Shkirat, en décembre 2015, laquelle a scellé un accord entre les différentes parties au conflit en vue d'une solution libyenne, hors des interventions inappropriées extérieures.

Plus récemment, sous l'égide et sur l'initiative du président marocain de la Chambre des représentants, Habib el Malki, et dans le but de favoriser une sortie de crise en Libye, s'est rendu à Rabat, le 26 juillet 2020, le président du Haut Conseil d'État libyen (Tripoli) Khaled el Mechri. Le même jour est arrivé le président du Parlement de Tobrouk Aguila Saleh. Des entretiens ont ensuite eu lieu à Rabat, le 27 août 2020, avec la responsable de la mission onusienne en Libye (MANUL), Stéphanie Williams. Il y a quelques jours, du 6 au 10 septembre 2020, s'inscrivant dans le processus mis en place par l'ONU, et dans la continuité de ses actions précédentes, le Maroc a réuni dans la station balnéaire de Bouznika, située entre Rabat et Casablanca, les deux principales factions libyennes (GNA de Tripoli et parlement de Tobrouk) Cette réunion destinée à consolider le cessez-le-feu et relancer un processus politique, a été présidée par le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita, qui a rappelé que son pays fait montre de « neutralité dans le conflit libyen et de dynamisme pour un règlement consensuel ».

Cette action diplomatique intense du Royaume du Maroc a porté ses fruits puisque, sous son égide et aux termes de leur réunion, le 10 septembre, les délégations du Haut Conseil d'État libyen (Tripoli) et du parlement de Tobrouk ont annoncé, qu'elles sont parvenues à un accord global sur les critères et les mécanismes transparents et objectifs pour occuper les postes de souveraineté. Les deux parties ont également convenu de poursuivre ce dialogue et de reprendre les réunions durant la dernière semaine de ce mois afin d'achever les mesures nécessaires qui garantissent l'application et l'activation de cet accord. Par ailleurs, d'importants compromis ont été obtenus, notamment le principe de tenir des élections, de consolider le cessez-le-feu et relancer le processus politique.



On ne peut que constater, l'action diplomatique du Maroc — saluée par l'Union africaine, l'Union européenne, la France, les États-Unis, et de nombreux pays d'Amérique latine ou la Turquie — est intense et s'inscrit dans la durée, ce qui fait que les dossiers sont suivis sur un temps long propice aux règlements des conflits dans des situations d'extrêmes tensions, où il faut prendre en considération la pluralité des acteurs. Il est clair que, comme le disait le président turc en recevant M. Sarraj début septembre, le retour de la paix et de la sérénité en Libye « est dans l'intérêt des pays voisins, de l'Europe et de toute la région ». La France, l'Italie et la plupart des pays européens ont besoin d'un État stable en Libye et d'un interlocuteur fiable pour mettre fin aux flux migratoires sauvages

Un partenaire essentiel

La Maroc agit encore une fois en État avisé pour contribuer à la disparition de tous les foyers de tension sur la vaste zone africaine, la France, dans la mesure notamment de son engagement par l'opération dite « Barkhane », doit s'inscrire dans cette problématique.

On l'a déjà évoqué, notre monde est marqué par une exacerbation des problématiques religieuses en ce sens qu'elles sont mises en avant, et utilisées, dans un but étranger à leur domaine, à savoir une prise de pouvoir politique induite.

Notre pays est également concerné par ces questions, tant on constate une forte action de certains activistes, qui se disent religieux, contraire aux principes qui nous gouvernent. Pour autant, il convient d'assurer la liberté d'exercice du culte, pour tous ceux qui le désirent, ce qui impose de permettre aux musulmans de vivre leur foi.

La question des imams et prédicateurs se pose nécessairement en raison de leur rôle dans la pratique quotidienne des fidèles et de l'influence notable qui en découle.

La France n'est pas suffisamment armée dans ce domaine et aurait le plus grand intérêt à se tourner vers le Maroc pour disposer de la ressource constituée par l'Institut Mohammed VI de formation des imams de Rabat. Dans cet établissement, voulu par le roi, la formation se fait dans la ligne de l'islam du « juste milieu », à savoir un islam modéré, dans une approche qui se veut fidèle à la Tradition, mais en étant ancrée dans la réalité, donc dans le siècle. C'est l'esprit et l'intelligence qui prévalent sur la lettre du texte. Comme l'indique fort justement Charles Saint-Prot « L'Institut témoigne de l'engagement du roi dans sa mission pour la protection de la foi et au service de la sécurité spirituelle des citoyens, face aux dérives extrémistes et obscurantistes. Cet Institut s'inscrit donc dans une vision ayant pour objet de promouvoir l'islam modéré, notamment en Afrique et auprès des communautés musulmanes en Occident, notamment en Espagne et en France, en Belgique et aux Pays-Bas ».

La France a aujourd'hui plus que jamais besoin de se tourner vers le Maroc comme partenaire pour mettre en place des coopérations intenses, associant l'Institut, pour la formation des imams et prédicateurs français.

Dans la période la plus proche, on soulignera la source d'inspiration que peut constituer pour beaucoup le Maroc, dans son traitement de la « crise sanitaire » du coronavirus. Le Maroc a pris en charge cette difficulté dans une approche globale, tant au plan médical, avec le soin des personnes touchées (le stock d'hydroxychloroquine produit sur place a été immédiatement réquisitionné pour répondre aux besoins de la population), qu'au plan de la relance économique et de la mise en place d'une sécurité sociale pour tous les Marocains.



La démission surprise du Premier ministre japonais, le 28 août 2020, constitue un fait politique notable sur la portée duquel il convient de s'interroger. Le Premier ministre a justifié cette démission pour des raisons de santé avant de se déclarer « *profondément désolé* » vis-à-vis du peuple japonais de ne pas parvenir à terminer un mandat dont l'échéance normale était fixée en septembre 2021. Les excuses publiques revêtent une dimension profondément politique au Japon, dans la mesure, où pour reprendre l'expression de Jean-Marie Bouissou (*Les leçons du Japon, un pays très incorrect*, Fayard, 2019, p 111), elles constituent un « *rituel de cohésion nationale* ».

Premier ministre sans discontinuité depuis la fin de l'année 2012, ce qui constitue un record de longévité dans la période moderne du pays, Shinzo Abe a incontestablement marqué son époque et joué un rôle de première importance dans la politique japonaise de ces dernières années, que ce soit dans le domaine économique ou international. Partisan d'une ligne « *nationale* », il a, notamment, souhaité obtenir la révision de la Constitution « *pacifiste* » dont le Japon s'est doté en 1946 (entrée en vigueur en 1947). Comment lui donner tort lorsqu'on mesure l'ampleur des menaces qui pèsent sur le Japon dans le contexte international et régional actuel. Confronté à la redoutable dictature nord-coréenne et à la non moins redoutable agressivité chinoise, le Japon doit disposer des moyens militaires suffisants pour assurer sa défense. La protection américaine — toujours sujette à caution — ne peut suffire.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que le Japon constitue un régime constitutionnel instaurant un État de droit et une démocratie libérale. Comme tout modèle démocratique, le régime japonais n'est certes pas parfait et le poids prédominant qu'exerce le Parti libéral-démocrate dans le jeu politique n'est pas sans soulever des interrogations et rencontrer des limites, dans la mesure où il ne permet pas de véritables alternances politiques. L'affaire Carlos Ghosn a également illustré les imperfections et les lacunes de la procédure pénale japonaise. Son extrême dureté a choqué en France et ailleurs.

Il n'en reste pas moins que le Japon constitue un allié de premier plan pour les Occidentaux. Partenaire commercial et économique essentiel, le Japon doit également être un allié politique et diplomatique majeur. De ce point de vue, il est intéressant de regarder de près les initiatives que le Japon a prises en Afrique ou dans le Pacifique. Le modèle japonais est également intéressant à méditer pour les Français, car il repose sur « *un récit national fort* », source d'un consensus véritable au sein de la société. Au regard des fragilités de la France en voie d'*archipelisation* (cf. Fourquet, *L'Archipel français*, 2019, Le Seuil), on aurait tort de ne pas s'intéresser à ce modèle, bien qu'il ne soit évidemment pas parfait.

Si Shinzo Abe laisse derrière lui un bilan nuancé sur le plan économique et international, son départ est aussi l'occasion de rappeler que, dans la période diplomatique compliquée que traverse le monde actuel, le partenariat France-Japon doit être renforcé et consolidé.

À cause de la pandémie de coronavirus, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la Tunisie ont décidé de reporter à 2021 le XVIII^e sommet de la Francophonie qui devait se tenir en décembre 2020 à Tunis pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'Organisation. M. Kais Saïed, président de la République de Tunisie a réaffirmé la volonté de son pays d'abriter le Sommet qui, tous les deux ans, définit les orientations de la Francophonie destinées à assurer le rayonnement de l'Organisation, de ses 54 membres (États et gouvernements) et 7 membres associés, dans le monde.

Mais cela ne doit pas occulter l'extrême faiblesse d'une organisation se trouvant privée d'une direction ferme, jusqu'à en devenir un bateau sans capitaine. C'est très précisément sur ce point que la France faillit. Jacques Chirac, président de la République, affirmait que la diplomatie française repose sur deux puissants piliers : l'Europe et la francophonie. Si l'Europe, derrière laquelle se camoufle la mondialisation éradicatrice, sied parfaitement aux appétits hégémoniques de l'Allemagne, la francophonie, elle, doit en effet revêtir un rôle tout particulier. Actuellement représentée par un simple secrétaire d'État chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie, privée de budget conséquent (environ 80 millions d'euros par an pour l'OIF dont près de la moitié payée par la France qui consacre, au total, moins de 150 millions d'euros à l'action francophone), comme de ligne directrice claire, la Francophonie ne saurait tenir son rôle si particulier et déterminant à la diplomatie française. L'actuelle politique se satisfaisant de pérorer sur la démocratie sur la base d'un universalisme politique prétendument supérieur, et se satisfaisant de faire entrer au sein de l'Organisation de plus en plus de membres, ne saurait pas non plus constituer une ligne directrice sérieuse.

Sans doute, Jacques Chirac avait-il raison de dire que la Francophonie doit être un pilier essentiel de la diplomatie française mais encore faut-il que les choses soient précises. Il ne s'agit évidemment pas d'encourager un « *machin* » ou une quelconque association aux discours moralisateurs creux, ni même un vaste club rassemblant de plus en plus d'adhérents c'est-à-dire n'importe qui pour faire n'importe quoi. La Francophonie doit avoir une véritable ambition. Celle de défendre la langue française et de la faire rayonner évidemment, sachant qu'à l'horizon 2050, le français pourrait rassembler près de 800 millions de locuteurs, dont 84% en Afrique. Le Français se classerait alors sur la deuxième ou première marche du podium des langues les plus parlées dans le monde. La Francophonie se doit également de défendre de vraies valeurs, comme celle de la diversité du monde, qui ne saurait aller sans une lutte contre la mondialisation marchande et nivelatrice, porteuse du « *tout-anglais* » et d'un discours unique dont la dangerosité dépasse la bêtise. Enfin, la Francophonie ne saurait être prise au sérieux si elle n'impose pas aux agents civils et militaires, aux dirigeants politiques et aux journalistes de ses États membres de ne parler que le français, à côté de leur langue nationale bien évidemment, comme l'est l'arabe au Liban, au Maroc ou en Tunisie par exemple.

Oui la Francophonie a de beaux jours devant elle, à condition de trouver enfin un chef de file, lequel ne peut être que la France.